

cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX – N° 234 – VENDREDI 14 NOVEMBRE 2014

PÂQUERETTE INNOCENTE

“Je sais rien, mais j’ dirai tout”.
Telle est, en substance,
la déclaration du premier flic de France
sur la mort d’un militant écologiste.
Il paraît qu’une grenade défensive
aurait endommagé le central téléphonique
de la place Beauvau. ●

AGENDA MILITANT

→ 19 novembre

Aubagne [Réunion Ensemble ! 13 Est](#)
Rennes [Pour une lecture profane des conflits](#)

→ 20-23 novembre

Francfort [Festival Blockupy](#)

→ 21 novembre

Ramallah [Les collectivités locales au coeur
de l’État palestinien](#)



Granville [Spectacle d’ici](#)

À LIRE SUR communistesunitaires.net

→ Initiatives

[Réflexion autour de l’initiative
du 15 novembre](#), Laurent Lévy

→ Élections

[Quelques réflexions à partir
des élections cantonales](#), Bernard Calabuig

Appel

Contre les politiques de racialisation : repreons l’initiative !

L’antiracisme ne se réduit pas à un combat contre le racisme individuel à l’occasion de “dérapages” qui se multiplient effectivement. Ce serait minimiser la réalité du racisme systémique, c’est-à-dire, au-delà des idéologies racistes, des discriminations au quotidien, mais aussi occulter le rôle du racisme institutionnel.

Le traitement étatique et municipal des populations roms en est l’illustration la plus brutale. Nous sommes bien en présence d’une « politique de la race » : on assigne les Roms à une différence supposément culturelle pour justifier en retour de les traiter de manière discriminatoire.

Mais les politiques de racialisation concernent pareillement d’autres catégories de la population. C’est le cas depuis longtemps avec l’injonction d’intégration adressée aux descendants de l’immigration postcoloniale, comme si certains Français devaient éternellement faire la preuve de leur “identité nationale”. C’est aussi le cas avec le déchaînement d’islamophobie qui s’autorise de la laïcité pour jeter une suspicion a priori sur les musulmans tout en récusant le terme même d’islamophobie.

La politique de la race qui vise les Roms est donc le révélateur de politiques de racialisation qui font écho à une histoire marquée par l’esclavage, le colonialisme et le nazisme. Mais ce passé rencontre l’actualité d’une France et d’une Europe néolibérales où s’accroissent les inégalités de classes : ces politiques de stigmatisation servent ainsi à en distraire.

Il ne suffit plus de dénoncer les racistes, ni même les partis racistes. Il faut s’en prendre aux politiques de racialisation. Nous refusons d’accepter l’inacceptable, et d’être les complices ou même les témoins de l’organisation politique de la concurrence généralisée entre les victimes d’un même système inégalitaire. Les signataires appellent à une reprise collective de l’initiative.

Il est encore temps, mais il est déjà grand temps.

● **Texte collectif** – Premier-e-s signataires et signature ici : <http://repreons.info/>

Protection sociale : Assistanat ou droit pour tous ?

Après l'Assemblée nationale, le Sénat a entamé cette semaine le débat sur le projet de loi de financement de la Sécurité sociale 2015 dont les mesures restrictives aggravent les attaques antérieures contre le système français de protection sociale. Points de vue et zoom sur les allocations familiales.

Réduction de fait des congés parentaux sous couvert d'égalité homme-femme, réductions drastiques des allocations familiales pour les familles aux revenus de plus de 6 000 €, volet "pertinence et bon usage des soins" - ce qui a déjà signifié nouveaux déremboursements ou augmentations des forfaits, donc augmentation des coûts pour les usagers - ... : la protection sociale continue de prendre des coups dans l'aile. Le gouvernement accède ainsi aux exigences de ceux qui n'ont cessé de longue date de remettre en question les droits à la santé, aux soins, de pousser à leur privatisation.

Dans un contexte de pénurie extrême, mais portée par les forces de la résistance, ancrée dans le programme du Conseil national de la Résistance, la création de la Sécurité sociale au moment de la Libération marquait l'évolution de l'assistanat, vers des droits - acquis des luttes et conception paternaliste

d'un capitalisme intéressé par une main d'œuvre valide -, puis l'affirmation de la santé comme "bien commun" et de sa "réparation" comme droit universel. D'oct. 1945 à oct. 46, ordonnances et lois structurent la Sécurité sociale : risques maladie, maternité, invalidité, vieillesse, décès ; puis extension des allocations familiales ; puis intégration de la réparation des accidents du travail. Cette protection sociale, insistait le ministre communiste du Travail et de la Sécurité sociale, Ambroise Croizat, devait s'étendre à toutes les familles.

C'est ce droit universel à la santé, aux soins et la gestion démocratique de la Sécurité sociale, qu'ont depuis régulièrement remis en question les organisations patronales, mais aussi syndicales et politiques réformistes, oeuvrant également au renforcement du privé au détriment des services publics de prévention et de soins :

- ordonnances de 1967 introduisant le

loup dans la bergerie en instaurant le paritarisme à la Sécu,

- suppression des élections des administrateurs,
- fiscalisation croissante rognant l'ancrage de la Sécu dans les cotisations, dont la CSG en 1993, sur proposition de Michel Rocard,
- introduction de forfaits sur les remboursements et prises en charge de soins,
- mesures successives d'exonération des cotisations pour les entreprises, sans contrepartie effective ni résultat.

De "coup de rabot" en coup de rabot, pour reprendre l'expression du député écologiste de l'Hérault, Jean-Louis Roumegas, l'assise de la protection sociale s'effrite, on en (re)vient à qui peut payer entretient sa santé, celle des siens et se soigne, et on s'achemine vers "droits des pauvres, pauvre droits", vers une fiscalisation croissante de la Sécurité sociale contre la conception d'un "salaire socialisé" qui a présidé à la création ●●●



Aux origines, garantir la santé de tous (Photo : www.musee-assurance-maladie.fr).



Source : Comité d'histoire de la sécurité sociale.

●●● de la Sécu. C'est une question de politique sociale, de choix de société, qui nécessite non seulement des actions unitaires, d'ampleur - contrairement à ce qui s'est produit en septembre et octobre derniers, avec des manifestations sans grande ampleur, successives et trop sectorisées - mais aussi portant l'exigence d'une alternative de société.

Dans le contexte du débat sur le budget 2015, la manifestation du 15 novembre pose les jalons d'une démarche unitaire contre l'austérité, dans un appel resituant ce débat et pointant les responsabilités conjuguées des acteurs du système actuel, et appelant à la transformation de la société :

« Il existe dans le pays une majorité de femmes et d'hommes disponibles pour cette alternative sociale et politique, des forces syndicales, sociales, associatives, politiques que nous voulons rassembler. Mettre un coup d'arrêt aux politiques en cours, imposer d'autres choix, cela ne peut se faire sans la mobilisation des salarié-es, sans l'intervention citoyenne.

- Pour dire non au budget d'austérité du gouvernement VALLS et appeler à ce qu'il soit rejeté !

- Pour dire non aux exigences du Medef !

- Pour rassembler et construire une

alternative à la politique actuelle !
- Nous appelons à organiser des manifestations à Paris et dans les grandes villes de France. »¹

Dans ce dossier :

Jacqueline Fraysse, députée Front de gauche des Hauts-de-Seine, illustre, pour *Cerises*, cette évolution, ses risques, par un zoom sur la méthode employée et les principes bafoués en ce qui concerne le volet des allocations familiales du PLFSS.

Roland Foret et Jean-Pierre Martin, en tant que praticiens et usagers, refusent de rester prisonniers du cadre de réflexion que veulent nous imposer les autorités (efficacité, rentabilité, économie, compétitivité...) et proposent les fondements d'une alternative (extraits d'un article paru sur le site d'Ensemble !)².

De Sylvie Larue, on pourra relire, dans *Cerises* du 3 octobre, **À la reconquête de la Sécurité sociale**³.

● M.K.

1. Appel du collectif 3A (Alternative à l'Austérité)

www.collectif3a.org

2. Extraits du texte paru sur www.ensemble-fdg.org

3. Sylvie Larue, *Cerises* n°230, 3/10/2014

Atteintes et mensonge

François Asensi, député Front de gauche de la Seine-Saint-Denis : « Le gouvernement a confirmé sa volonté de faire des économies coûte que coûte, quitte à porter atteinte à notre modèle social d'accès aux soins et à la protection sociale. »

Sur la "modulation" des allocations familiales, il ajoute :

« En rompant avec l'universalité de ces allocations (le gouvernement en fait) un mécanisme d'assistanat pour les plus modestes (...) C'est un mensonge flagrant de faire croire à nos concitoyens qu'il s'agit d'une mesure de justice sociale : ce qui ne sera plus versé aux familles aisées ne viendra pas aider les plus modestes puisque ces 800 millions d'économies doivent financer le pacte de responsabilité. »

Modulation des allocations familiales : une question de méthode et de principes

Dans un article publié sur médiapart, Pierre Khalfa déconstruit deux arguments avancés pour justifier la modulation des allocations familiales¹.

Traquer les vrais fraudeurs

Nous n'aurions plus les moyens de financer la même protection sociale pour tout le monde, il faut donc concentrer nos efforts sur celles et ceux qui en ont le plus besoin. Et de rappeler que le déficit de la Sécurité sociale s'établira à 15,4 milliards en 2014. Or la Cour des comptes, dans un récent rapport, vient d'indiquer que la fraude des entreprises aux cotisations sociales serait comprise entre 20 et 25 milliards d'euros. Au-delà donc d'une conjoncture économique plombée par les politiques d'austérité, et qui est la principale responsable des difficultés actuelles de la Sécurité sociale, une lutte sans merci contre la fraude sociale permettrait de régler les problèmes de financement de la Sécurité sociale.

Égalité contre charité

Poussée à l'extrême, la mise sous conditions de ressources des prestations sociales a pour effet de stigmatiser les individus concernés et à les doter de caractéristiques négatives. C'est le risque de toute politique sociale centrée sur la lutte contre la pauvreté. En se focalisant sur les pauvres par des mesures spécifiques, on les enferme dans cette catégorisation et on réduit la politique sociale à la charité publique.

¹ blogs.mediapart.fr/blog/pierre-khalifa/201014/quel-modele-de-protection-sociale

C'est avec une majorité relative de 270 voix pour, 245 contre et 51 abstentions que l'Assemblée nationale a adopté, le 28 octobre dernier, le Projet de loi de financement de la Sécurité sociale pour 2015 (PLFSS).

Les députés Front de gauche ont voté contre ce texte qui s'inscrit dans la continuité du pacte de responsabilité. Si la loi de financement

rectificative de la Sécurité sociale pour 2014, adoptée en juillet dernier, a concrétisé les exonérations de cotisations sociales patronales et la suppression de la C3S (contribution sociale de solidarité des sociétés) annoncées dans le cadre de ce pacte, le PLFSS

a contribué à les financer, en prévoyant 3,2 milliards d'économies sur la branche santé et 800 millions sur la branche famille, notamment par une modulation des allocations familiales. **Des économies qui portent atteinte à notre modèle social d'accès aux soins et de protection sociale.**

Le déficit préoccupant de la Sécurité sociale – autour de 15 milliards d'euros prévus en 2015 – appelle des mesures structurelles ambitieuses. Les députés Front de gauche ont ainsi proposé de taxer les revenus des placements financiers des entreprises, de remettre en cause les exonérations de cotisations sociales, à la fois coûteuses, inefficaces

et dangereuses, ou encore de moduler les cotisations sociales en fonction de la politique salariale, d'investissement et de l'emploi des entreprises.

Faute de telles mesures, les dispositions adoptées dans le cadre de la PLFSS pour 2015 se contentent de réduire les moyens consacrés à la protection sociale en entravant l'accès aux soins et en pénalisant les familles.

On s'achemine vers "droits des pauvres, pauvres droits", vers une fiscalisation croissante de la Sécurité sociale contre la conception d'un "salaire socialisé", qui a présidé à la création de la Sécu.

Ainsi, les hôpitaux publics, déjà surendettés, vont devoir faire 520 millions d'économies supplémentaires au détriment des conditions de travail de leur personnel et de la qualité des soins. **Mais la mesure la plus emblématique de ce PLFSS restera la modulation**

des allocations familiales, à laquelle les députés Front de gauche se sont vivement opposés.

A priori, il peut sembler paradoxal de voir des élus Front de gauche s'opposer à ce que les familles modestes perçoivent davantage d'allocations familiales que les familles plus aisées. Sur ce point, il convient de rappeler d'une part, que toutes les prestations sociales familiales (prime à la naissance, allocation de base de la PAJE, complément familial, allocation de logement dite «familiale», allocation de rentrée scolaire) sont actuellement soumises à conditions de ressources, à l'exception des seules allocations familiales qui restent attachées à l'enfant, d'autre ●●●



Journée nationale Santé, de défense des hôpitaux publics, le 23 septembre, à l'Appel de syndicalistes et personnels hospitaliers (Nouvelle manifestation le 18 novembre, 3 jours après celle du 15 !)

●●● part que le débat sur ce point ne se pose pas en terme de justice sociale, et ceci pour deux raisons.

D'abord, parce que les économies réalisées sur les familles aisées ne profiteront pas aux plus modestes, puisqu'elles serviront juste à financer les largesses consenties aux entreprises.

Ensuite, parce que la vocation des allocations familiales n'est pas redistributive. Certes, il est urgent d'adopter des mesures permettant de répartir un peu plus équitablement les richesses dans ce pays, mais l'outil approprié pour cela, ce ne sont pas les allocations familiales, c'est l'impôt républicain et progressif. Or, aujourd'hui, après 10 ans de cadeaux fiscaux pour les plus riches, l'impôt sur le revenu ne remplit plus du tout ce rôle.

En réalité, la modulation des allocations familiales n'est qu'un écran de fumée visant à faire oublier l'un des plus importants reniements de François Hollande : l'abandon de la grande réforme fiscale promise pendant sa campagne électorale. La véritable justice sociale passe par une remise à plat de l'ensemble de notre fiscalité afin de mieux redistribuer la richesse produite. Il y a en effet urgence à remettre en cause la TVA, cet impôt injuste s'il en est, puisqu'il s'applique aux mêmes taux pour tous, quelles que soient les ressources, et y compris

sur les produits de première nécessité. **Urgence à revoir le barème de l'impôt sur le revenu en multipliant les tranches et en rétablissant les deux tranches supérieures sur les hauts revenus, supprimées par la droite en 2007.** On pourrait également supprimer le quotient familial dans la déclaration d'impôt, qui bénéficie aux foyers les plus aisés tandis que les foyers moyens et modestes n'en captent que 10 % ou rien du tout pour

La Sécu, c'est une question politique, un choix de société qui nécessite non seulement des actions unitaires, d'ampleur, mais aussi portant l'exigence d'une alternative de société.

ceux qui ne sont pas imposables. En lieu et place de ce mécanisme profondément anti-redistributif, le montant des allocations familiales pourrait être augmenté à due concurrence, en conservant leur caractère universel et en les versant dès le premier enfant.

Faute d'une telle réforme de l'ensemble de notre fiscalité, **le gouvernement**

s'attaque aux principes même de notre système de protection sociale hérité du Conseil national de la Résistance, en passant d'un salaire différé finançant une assurance sociale universelle à un dispositif étatique d'assistanat réservé aux plus pauvres.

Qui, aujourd'hui, peut garantir que le seuil à partir duquel les allocations familiales sont réduites ne sera pas abaissé demain pour satisfaire aux critères budgétaires de la Commission européenne ? Qui peut assurer que cette modulation ne concernera jamais les remboursements des dépenses de santé ? Car après tout, certains ont des revenus qui leur permettraient de payer leurs interventions chirurgicales...

Le gouvernement, par cette mesure, a créé les conditions d'une opposition des citoyens entre eux et d'une remise en cause de la légitimité du système de protection sociale. Jusqu'à quand les classes moyennes et supérieures continueront-elles à soutenir un système dont elles ne bénéficient plus ?

On le voit, au-delà des inacceptables économies réalisées sur le dos des malades et des familles, c'est notre système solidaire qui est remis en cause.

● Jacqueline Fraysse



Défendre et étendre la Sécurité sociale, c'est possible !



Dans la manifestation le 15 octobre, à l'initiative de la CGT, sur les services de santé et leur financement (CR Moniek, www.phototheque.org).

(...)

Il est impossible d'ignorer la cause réelle de ce train de mesures d'économies qui est de baisser la dépense publique, celle de la Sécu, à hauteur de 10 milliards d'euros sur le coût du système de santé, pour soi-disant participer à la relance de l'économie mais surtout à rassurer les marchés financiers, payer la dette et abaisser les charges des entreprises privées.

En effet, le discours sur la baisse des charges n'a guère de rapports avec une possible croissance, car la relance des investissements privés et la croissance productive sont liées à la possible réalisation de profits dans la vente, sur le marché, d'une production de marchandises. On peut d'ailleurs constater à ce propos combien il s'agit là d'une vision restreinte de la croissance que traduit le PIB, car elle ne prend pas en compte les facteurs non marchands d'une croissance. C'est bien cette créativité sociale, qui est celle de la protection sociale généralisée, qui a permis à la France de mieux ●●●

●●● résister à la crise de 2008, à la différence de l'Espagne ou de l'Irlande, en assurant un certain niveau de revenus qui crée les acheteurs potentiels. (...)

“Rentabilité”, mise en concurrence contre socialisation

Roland Foret et J.-P. Martin estiment urgent de traiter la principale contradiction du système issu de 1945 : un système socialisé de recettes par le biais des cotisations sociales, que le patronat n'a jamais accepté, et un système de financement des soins basé sur le principe de la médecine libérale, le paiement à l'acte, qui n'a cessé de progresser. Cette question du paiement à l'acte est à rapprocher de la mise en place imposée de son équivalent à l'hôpital : la tarification à l'activité (T2A) avec ses effets délétères en termes de course à la rentabilité, de mise en concurrence financière des établissements, le tout dans le cadre contraignant de l'ONDAM (objectif national des dépenses d'assurance-maladie, fixé chaque année par la loi de financement de la Sécurité sociale) et dont découle la fixation des tarifs des actes. L'ONDAM matérialise la mainmise de l'État sur la Sécurité sociale et indique au passage que la fixation du prix des actes est le produit d'une décision politique et non technico-économique. Qu'est-ce que cela produit ? demandent les auteurs : Le surendettement des hôpitaux, leur étranglement financier souvent avec des prêts toxiques que l'on prétend combattre. Pour les malades, c'est aussi la dégradation généralisée des pratiques

de soins non seulement en termes d'accès aux soins et de leur continuité, mais aussi dans leur deshumanisation. (...)

Aussi l'enjeu politique et démocratique, c'est la reconquête du contrôle de la Sécurité sociale par les assurés sociaux eux-mêmes. (...)

Pour un projet alternatif

Il y a donc urgence de travailler un projet alternatif, un programme en matière de santé répondant aux besoins des populations (pathologies chroniques, vieillissement et dépendance, nouvelles pathologies) de manière collective, socialisée, et refusant le chacun pour soi et le marché pour tous que les libéraux nous proposent.

Personne n'est évidemment prêt à jeter par la fenêtre les fonds de la Sécurité sociale, mais nous préférons aborder ces questions de santé et de prise en charge des soins en partant d'abord des besoins, en regardant la réalité que vivent de plus en plus d'assurés sociaux (franchises, dépassements d'honoraires, délais d'attente pour un rendez-vous dans le public, renoncement aux soins, mauvaise prise en charge optique et dentaire..). Cette approche s'oppose à l'approche strictement financière des questions de santé, avec un objectif chiffré à la clé, que présente le gouvernement. Cette refondation passe donc pour nous par une Sécurité sociale à 100 % généralisée, universelle et solidaire.

Elle repose sur la croissance de “besoins” humains des femmes

et des hommes et des droits fondamentaux. A partir de là, on peut discuter une rationalisation des dépenses en termes, par exemple, d'actes médicaux injustifiés ou de doublons de services, d'évolution de l'éthique médicale par la suppression du paiement à l'acte (dont la T2A), avec le développement de centres de santé publics et de l'hospitalisation publique, financés en fonction des missions mises en œuvre, conventionnés avec ceux qui veulent rester dans la pratique de médecine libérale.

Cette refondation passe par le développement des dépenses publiques à partir d'élaborations démocratiques à tous les niveaux, en intégrant les complémentaires à la Sécurité sociale et en diminuant la place du financement privé. Elle s'oppose donc à l'instrumentalisation actuelle d'une politique de déficit structurel, et à l'enjeu de “paniers de soins” restrictifs au final pour tous.

C'est le travail auquel s'est attelé le Front de gauche Santé, qu'il a engagé, et qu'il présentera dans les semaines qui viennent.

● **Roland Foret, Jean-Pierre Martin**, membres de la commission santé protection sociale d'Ensemble ! et du Front de gauche Santé protection sociale.

● Dossier établi par **Michèle Kiintz**



Une démarche prometteuse

Avec la proposition de budget 2015, le gouvernement continue à aller dans le mur en klaxonnant. Sous les injonctions de la commission européenne qui met en œuvre les orientations politiques décidées par les gouvernements des pays européens, des économies drastiques sont imposées dans les dépenses publiques. Motif : payer la dette pour sortir de la crise.

Six ans après la crise des *subprimes*, ce sont les mêmes politiques qui sont menées, pour les mêmes effets. Nous continuons à enrichir les banquiers et nous sommes au bord de la récession. Côté recettes, avec l'augmentation de la TVA, la diminution de l'impôt sur les sociétés, ou les exonérations de cotisations patronales, ce sont les familles qui contribuent de plus en plus, les entreprises de moins en moins. Les actionnaires quant à eux ne connaissent pas la crise. Les dividendes ne sont pas gelés contrairement au point d'indice des fonctionnaires.

Loin de peser sur la dépense privée, la dépense publique est non seulement source de justice et d'égalité, mais elle conforte l'économie. Les services publics financés par l'impôt comme les services développés par les collectivités territoriales, les systèmes de solidarité comme l'assurance maladie, l'assurance chômage, le système de retraite par répartition permettent de mettre à l'abri des circuits financiers des sommes d'argent considérables.

Le meilleur rempart contre la dette, c'est la solidarité.



Carte interactive des manifestations du 15 novembre (www.collectif3a.org)

Le collectif 3A organise une journée de mobilisation dans toute la France le 15 novembre pour refuser ce nouveau budget d'austérité. Issu de l'appel du 12 avril, ce collectif regroupe largement forces politiques, syndicales, associatives et citoyennes. Prenant en compte les critiques du processus de décision de la manifestation du 12 avril, les acteurs du collectif 3A ont veillé à ce que celle du 15 novembre soit prise en commun et non par des leaders demandant aux autres de se rallier. C'est une démarche prometteuse, comme l'est la volonté de travailler sur le contenu de politiques alternatives, ou l'objectif de créer des collectifs locaux.

Il existe de multiples collectifs dans lesquels les organisations travaillent collectivement (Stop Tafta, Coordination de défense des hôpitaux et des maternités de proximité, Convergence des services publics, Collectif BDS...). Le collectif 3A se branche en direct sur l'ensemble des problématiques. Cette tentative de poser la question de l'alternative globale est elle aussi prometteuse.

Bien sur cela fait débat dans les associations et les syndicats.

Mais si chacun commence à sortir de son pré carré, on peut espérer avoir prise sur le cours des événements.

Après le 15 on continue.



● Sylvie Larue

Laissez-vous conter bergère ...



Dans la manifestation du 8 novembre à Rennes.

L'avant

Samedi 8 novembre 2014 à Rennes.

Trois jeunes travailleurs viennent faire une pause chez l'un d'eux. Ils ont commencé leur boulot à 7 h du matin et l'ont interrompu à 13 h ; ils remettront le couvert vers 22 h 30, pour finir vers une heure ou deux du matin, le lendemain. Leur profession ? *Riggers*. Pas connus, pas souvent vus : ce sont eux qui montent les structures au-dessus des scènes et du public, accrochent les moteurs, les lumières, les enceintes. Le public ne les voit jamais, les artistes non plus : ce sont eux qui commencent avant tout le monde et finissent après tout le monde. Harnachés comme le GIGN, suspendus dans leurs baudriers, accrochés à leurs guindes, caparaçonnés de trente-six clés, marteaux, pinces et couteaux divers, ils jouent les araignées à plusieurs dizaines de mètres du sol pour garantir la faisabilité des spectacles et la sécurité de tous. Ils sont intermittents : vous savez, ces privilégiés qui font chier tout le monde alors qu'ils ont un boulot si peinarde. Comme leur secteur

d'intervention court de Brest à Arras, en passant par Angers, Paris ou Lorient, il leur est un peu difficile de s'impliquer dans la vie locale : souvent, les nouvelles, ils les découvrent après coup.

Bref, ce 8 novembre, ils bossent à Laval. Ils sont contents, c'est pas bien loin de chez eux (une heure de route, que dalle) et ils se disent : « Après tout, pourquoi pas : raz-le-bol des Formules 1, allez, on rentre à la maison pour l'après-midi ! »

Vers 14 h 30, ils arrivent tout contents dans le centre-ville de Rennes puisque c'est là précisément qu'habite le conducteur. Ils ont quitté le boulot le plus vite possible, n'ont pas pris le temps de se changer, des clés plein les poches, un ou deux mousquetons par-ci, par-là, les casques de protection balancés sur le siège arrière : « Vite, une douche ! »

La douche, ils vont l'avoir... mais ça ne sera pas vraiment celle dont ils rêvaient. Centre-ville désert : « Bizarre, mais cool quand même, on va pouvoir se garer facilement. » Ah oui, mais non ! En moins de deux ils sont sortis de la voiture, fouille au corps, fouille des sacs, de la bagnole.

Confiscation d'une partie des outils qui tombent *illico presto* dans les fonds de poche des BACqueux, aucun reçu de délivré, évidemment. Et encore, mieux vaut se taire parce que, sinon, la garde-à-vue n'est pas loin. Grand trophée : ils réussissent à sauver leurs casques de boulot !

« Putain, merde ! On est trop cons ! C'est vrai qu'il y avait une manif aujourd'hui ! »

*

Le pendant :

Ben, de manif, non, Monsieur le Préfet, de concert avec Madame le Maire, a décidé qu'il n'y en aurait pas : IN-TER-DIT ! Des fois qu'il y ait de la violence, pas de la gnoignote comme l'assassinat d'un homme. Non, de la vraie violence méchante contre les vitrines, les distributeurs de banque, etc. : de la barbarie, quoi ! De celle qui ébranle les démocraties. Et, pour être sûrs de canaliser les hordes déchaînées qui ne manqueront pas d'enfreindre la loi, on a modestement prévu la fin prématurée du marché familial du samedi-matin, ●●●

●●● l'évacuation - conseillée - des centres commerciaux, la mobilisation de 400 CRS et un hélicoptère. Pour respecter la sieste des vieux, on n'a pas osé faire retentir les sirènes, mais c'était moins deux ! À la guerre comme à la guerre, que diable !

Et on avait bien raison de prendre des précautions : les loqueteux, ils sont quand même venus... à 300 !

*

L'après :

Dans une démocratie, on a des principes : la presse, elle doit être respectueuse. Du pouvoir.

Et elle est bonne élève, la presse (enfin, une certaine presse parce qu'il y en a, quand même ...).

"Premiers affrontements avec la police place de Bretagne", "Des policiers de la BAC en difficulté obligés de faire usage de gaz", "La vidéo des premiers affrontements", "Face à face tendu". Et elle illustre, la presse. Sur son site, on voit des gens méchamment assis par terre place de la mairie, face à des tortues-ninja et puis, plus tard, on les entend crier hargneusement : "Assassins ! Dégagez !". Et puis on voit des gaz, des gens qui pleurent avec haine, une jeune-fille massacrant une fleur à la mémoire de Rémi Fraisse. C'est violent tout ça.

Comme, peut-être, il pourrait y avoir quelques esprits pervers à vouloir chercher des images de ville à feu et à sang, on leur dit que bon, allez, finalement « *La manifestation a été dans l'ensemble plutôt pacifique* » mais, quand même, avec « *quelques incidents et face à face tendus* ».

On nous précise bien qu'au bout

du compte, la manifestation a été « *accompagnée* » plutôt qu'interdite par les forces de l'ordre.

Et dire qu'il y aurait des ingrats à ne pas vouloir les remercier...

*

Mairie de Rennes : ça barde dans les chaumières ! Un traître s'est infiltré dans le logis. À moins que ce ne soit un simple d'esprit, genre "le gars qui pensait pas à mal" mais qu'est un peu benêt. Et qu'est-ce que c'est-y qu'il a fait ce gars-là ? Ben, il est allé à la manif parce que, dans son esprit simpliste, il n'avait pas compris que ce n'était pas grave de tuer un homme mais que c'était de la haute trahison que de défiler avec des gens supposément-éventuellement-susceptibles de ... casser des vitrines !

« *Ayant reçu une délégation de Madame la Maire, il n'avait pas à être présent à cette manifestation.* »

Mais qu'est-ce que c'est-y donc qui fout à la mairie, ce gars-là ?

Ben... il est adjoint à la démocratie locale. Ah, voui, quand même...

Enfin, peut-être que demain, les temps de conjugaison perdront pied et que le futur du verbe être se transformera en "était"...

À moins qu'il se décide vraiment, enfin, à comprendre ce que c'est vraiment que la vraie démocratie.

*

Mercredi 12 novembre : vacances à l'université de Rennes II. Décidément, ces étudiants ! Foutent rien ! Non contents de faire tous les ponts, ils les rallongent maintenant !

Ben non, mauvaise pioche, c'est pas eux.

Eux, au contraire, ils voudraient bien y aller à la fac, mais c'est la direction qui veut pas. Enfin, non, c'est pas exactement ça non plus. En fait voilà, la Direction, elle a un grand projet : transformer les locaux en bergerie. Le problème c'est qu'elle ne veut pas de foin. Alors, évidemment, les moutons sont pas contents. Eux, du foin ils veulent bien en faire, mais la Direction veut pas : l'autogestion, c'est plus son truc, c'était porteur en 68 quand ils étaient des petits cons d'étudiants, mais on n'est plus dans les trente glorieuses. Et puis ces moutons, ils commençaient à prendre des teintes un peu rouges et un peu noires. Un peu suspectes, quoi. Parait même qu'ils envisageaient de se réunir en AG !

Alors ça non, pas question ! On est en démocratie, quand même ?!

*

Recette d'une bonne démocratie :

- mettre les villes sous contrôle
- voler les outils de travail
- acheter la presse
- bâillonner les élus
- fermer les universités

« *C'est l'une des plus grandes victoires du libéralisme que celle d'avoir réussi à désamorcer, en en discréditant l'usage, le sens même des seuls mots susceptibles d'ébranler le système et sa domination. Céder sur les mots, c'est déjà céder sur les idées.* »

(J.M. Leterrier, *Pour une culture citoyenne*)

● Joëlle Couillandre



Image de la semaine

Il y a 10 ans, le 11 novembre, mourait Yasser Arafat, prix Nobel de la paix en 1994. Ce 28 novembre 2014, l'Assemblée nationale sera appelée à se prononcer en faveur de la reconnaissance de l'État palestinien.



● **Face au PS.** Réuni en conférence nationale à Montreuil le week-end des 8 et 9 novembre, le PCF a nettement confirmé sa volonté de combattre la politique d'austérité du gouvernement et de construire une alternative à gauche. Constatant l'inefficacité des positions des frondeurs du Parti socialiste, qui ont permis à Manuel Valls d'éviter des défaites conséquentes au Parlement ces dernières semaines, Pierre Laurent a notamment souhaité redonner au Front de gauche « *toute la vigueur nécessaire* », reprenant à son compte la proposition de tenir des Assises de la transformation sociale ouvertes à tous ceux qui le souhaiteront. Et le secrétaire national du PCF de proposer, concernant les élections départementales de mars 2015, la préparation de candidatures incarnant un « *rassemblement à gauche contre l'austérité* », tout en appelant de ses vœux une dynamique pour « *inventer un autre monde que celui de la barbarie que nous promet le système capitaliste* ». À suivre !



● **Là-bas en route vers la toile.**

Daniel Mermet, exclu avec son émission *Là-bas si j'y suis*, en juin dernier, de l'antenne de *France Inter*, construit actuellement un nouveau projet éditorial, cette fois sur le Net.

Le projet d'un nouveau média critique, indépendant et engagé, se résume ainsi : « *S'embarquer sur la toile n'est ni un refuge, ni une revanche, c'est une nouvelle aventure. Nous ne sommes pas non plus en train de monter une boîte, mais de construire le moyen de continuer et de développer Là-bas si j'y suis, à savoir : un journalisme de contre-pouvoir, à la fois rigoureux, populaire, original et engagé ; un souci permanent d'éducation populaire et d'auto-défense intellectuelle, en diffusant les outils et les moyens politiques (et poétiques) de la résistance et de l'émancipation.* » D'ores et déjà, 6 000 personnes se sont abonnées, et la dynamique s'amplifie ! Pour en savoir + : www.la-bas.org/ et pour s'associer à cette initiative, c'est ici : abonnement.la-bas.org/membres/decouvrir



● **Pensons une nouvelle société.**

Après Bernard Friot, Monique Pinçon-Charlot et Michel Pinçon, Axel Kahn, "l'atelier" de Montluçon continue de travailler

sur les fondamentaux de la nouvelle société à construire en alternative au capitalisme : ce 20 novembre avec Pierre Zarka et Pierre Khalifa, les participants vont "Oser voir au-delà du capitalisme" et pister ce qui dès aujourd'hui constitue les prémices de cette alternative. Atelier à suivre sur le site www.communistesunitaires.net en région "Auvergne" et dans la rubrique "Communisme" ainsi que dans les futurs dossiers de *Cerises*. Réservez également la date du 10 janvier pour la reprise du séminaire Communisme ou se poursuivra la réflexion sur la critique de la démocratie et sur la stratégie d'émancipation.

Cerises

publication de l'Association
des communistes unitaires

- Noyau -

Gilles Alfonsi, Gilles Boitte,
Michèle Kiintz, Roger Martelli,
Philippe Stierlin, Catherine Tricot,
Pierre Zarka.

cerises@plateformecitoyenne.net

Abonnement gratuit en ligne :
<http://plateformecitoyenne.net/cerises>

www.cerisesenligne.fr



MEDIAPART

